

# La Révolte

N°64  
Novembre 2020

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



La liberté. C'est toujours au nom de l'urgence et pour la sécurité qu'elle est remise en question. Mais si la liberté est un risque, l'absence de liberté, ce n'est pas la vie.

Nous vivons des temps troubles et l'on peut se demander ce qui pèse le plus sur notre quotidien, le noircit et le gâche : les méfaits de l'épidémie ou ces restrictions toujours plus grandes de notre liberté ?

La pandémie a bon dos, le virus est un ennemi commode et rassembleur. On l'assimile facilement à la fatalité, à l'adversité que nous devons affronter tous ensemble. Et gare à celui qui n'obéit pas aux ordres. On nous culpabilise sur nos loisirs, on stigmatise les populations les plus jeunes. Et, au bout du compte, nous voici réduit à la vie du bétail qui ne se déplace que de l'étable au champ. Des bêtes de somme dont la santé n'est plus la priorité quand il s'agit d'aller au travail, mais qui ne doivent consacrer leur vie qu'à cela. Plus de culture, plus de loisirs, plus de rencontres amicales : même dans le cadre familial, le gouvernement « préconise » le cantonnement à 6 personnes quand des classes d'enfants restent bondées, tout comme les transports en commun qui mènent aux usines et aux bureaux.

Et lorsque l'on apprend que « Le virus ne va sûrement pas tuer plus de personnes que les mauvaises années de la grippe (comme en 1957-58 ou 1968-69) alors que le taux de suicide va énormément progresser dans l'après-coup » et « qu'il y a eu une somme de manipulation autour de l'hydroxychloroquine qui fera frémir les historiens », lorsqu'un éminent spécialiste reconnu accuse le conseil scientifique d'être « un conseil politique c'est même un conseil lucratif, ses membres sont bardés de conflits d'intérêts, massifs dans certains cas, avec l'industrie qui cherche évidemment à profiter de cette épidémie », lorsque l'on découvre que des alertes sur l'incapacité de gestion des risques épidémiques circulent dans les coulisses du pouvoir depuis 2017 et que les plans préétablis de gestion des épidémies

n'ont jamais été mis en place depuis l'arrivée de la COVID 19, alors, il est légitime de s'interroger avec Jean-Dominique Michel : « Quel est le sens de maltraiter pareillement la population française avec des mesures douteuses, sans efficacité avérée, destructrices de l'économie, du lien social et des libertés ? »<sup>1</sup>

La plus grande menace actuelle concerne la liberté, c'est elle que nous devons protéger.

<sup>1</sup> « L'heure est grave, message de l'anthropologue Jean-Dominique Michel au Président de la République », France Soir, 27 octobre 2020 : <http://www.francesoir.fr/opinions-entretiens/video-lheure-est-grave-message-de-lanthropologue-jean-dominique-michel-au-on-peut-egalement-se-referer-a-larticle-du-site-laffranchi-covid-19-tous-cobayes-du-20-avril-2020> : <https://laffranchi.info/covid-19-tous-cobayes/>

## Ce que veulent les terroristes.

L'effondrement du bloc soviétique a conduit les dictateurs nationalistes arabes à se tourner vers l'Occident en adoptant des politiques ultralibérales qui ont conduit à une paupérisation des sociétés arabes tandis que les systèmes de santé et d'aide sociale étaient démembrés. Pour réduire leurs oppositions progressistes et révolutionnaires, ils ont sciemment laissé aux islamistes les œuvres caritatives qui devenaient le seul recours des plus démunis. Cette opposition réactionnaire déjà privilégiée par les pouvoirs en place du temps de la guerre froide (Ben Laden n'avait-il pas reçu des aides de la CIA pour mener le Djihad en Afghanistan ?) est devenue la principale force d'opposition organisée et a appuyé son discours politique, prônant le retour aux valeurs traditionnelles par l'établissement de théocraties islamiques, sur la critique de l'impérialisme occidental en y associant les valeurs humanistes.

Tandis que la branche « modérée » des islamistes est arrivée au pouvoir dans certains pays comme la Turquie avec Erdogan, la branche radicale a opté pour la lutte armée et le terrorisme (le Djihad). Avec la déstabilisation de l'Irak par l'invasion américaine, des anciens cadres des services secrets de l'armée de Saddam Hussein et des membres dissidents d'Al Qaida ont créé l'Etat Islamique et ils ont mis en place une stratégie terroriste contre l'Europe. L'objectif : favoriser le développement des mouvements autoritaires et islamophobes dans les pays européens et, par ricochet, recruter parmi les minorités musulmanes opprimées de ces pays pour favoriser les conflits internes et déstabiliser l'Occident.

Le choix de s'attaquer à la liberté d'expression a un double avantage : il permet de stigmatiser les valeurs humanistes et éloigner le débat de la question sociale, sujet sur lequel les islamistes ne se différencient pas des Etats occidentaux.

Dès lors, il n'est pas étonnant de voir Erdogan, dont le pays connaît une crise économique et politique d'importance, alimenter la polémique sur les caricatures tout comme il ne faut pas s'étonner de voir des manifestations se dérouler dans des dictatures où aucun rassemblement ne se tient sans l'accord du pouvoir. Et ce n'est malheureusement pas étonnant, non plus, de voir une ville comme Nice qui est la plus « sécuritaire » de France, après Paris, et où l'extrême-droite est puissante, devenir une cible privilégiée des islamistes puisque ses dirigeants réagissent exactement comme le veulent les terroristes.

Que pouvons-nous faire ? La défense sans équivoque de la liberté est un préalable incontournable mais cela ne doit pas valoir que pour dénoncer les actes des islamistes. Le renforcement de l'autoritarisme d'Etat est également une menace pour nos libertés et un facteur qui alimente la stratégie terroriste. De même, le refus de la violence doit s'appliquer également aux actions impérialistes menées en notre nom par le gouvernement français et dans l'intérêt des multinationales françaises. La France mène une guerre dans la Sahel (opération Barkhane), elle soutient des dictateurs, elle a participé à la guerre en Afghanistan et en Irak : comment alors s'étonner qu'elle devienne une cible ? Enfin, la solidarité des opprimés contre les exploités, quelles que soient leurs convictions religieuses et leurs nationalités, est seule capable d'endiguer la propagation des mouvements réactionnaires qu'ils soient islamistes... ou nationalistes français.

Jipé.

**CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau [www.cnt-ait-pau.fr](http://www.cnt-ait-pau.fr)**

## TOUJOURS PLUS PAUVRES.

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, du 16 Octobre, l'Insee dévoilait une étude portant sur l'année 2018. Constat sans surprise : La France compte davantage de personnes en situations de précarité.

Le taux de pauvreté avoisine les 14,7 % de la population, estime l'Institut, un chiffre qui ne cesse de grimper : en 2017, la France comptait 8,9 millions de personnes en situation de précarité (14,1 % de la population), soit 0,4 % de plus par rapport à l'année 2016.

Sont considérées comme pauvre les personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian (1 060 €/mois environ pour une personne seule en 2018 – pour un niveau de vie médian qui se montait à 1771 €/mois). Concrètement, environ 400 000 personnes ont basculé dans la pauvreté durant la période. La baisse des allocations logement dans le parc HLM en 2018 a notamment accentué le processus.

Depuis fin 2018, de nombreuses choses se sont passées, notamment la crise sanitaire liée au Covid 19. Selon les associations caritatives, elle a fait basculer dans la pauvreté un million de Français, qui s'ajoutent ainsi aux 9,3 millions de personnes vivant déjà au-dessous du seuil de pauvreté. Ils sont Etudiants, intérimaires, chômeurs ... mais aussi auto-entrepreneurs et artisans. Avant le début du second confinement, le directeur général de la Fédération des Acteurs de la Solidarité déclarait « Ce chiffre d'un million supplémentaire de pauvres est malheureusement une estimation basse, compte tenu des 800 000 pertes d'emploi attendues fin 2020 ». La Banque de France confirmait ses propos en anticipant un taux de chômage au-dessus des 10 % en 2020, puis de 11 % dès le premier semestre 2021.

Avec près de 15% de population pauvre (plus 3 million d'enfants suivant les estimations<sup>1</sup>), il va falloir que le « quoi qu'il en coûte » lancé par Macron le 12 Mars se retrouve dans la pratique et appliqué de manière plus solidaire afin d'éviter que la pauvreté ne soit la future pandémie à laquelle nous devons faire face.

<sup>1</sup><https://www.franceculture.fr/emissions/la-bulle-economique/3-millions-denfants-pauvres-en-france-et-combien-demain>.

## Une forfaiture !

Le Sacré-Cœur de Montmartre a été déclaré d'utilité publique en 1873; la commission régionale du patrimoine et de l'architecture de l'Île de France vient de voter son inscription aux monuments historiques avec le soutien de Mme Bachelot (Ministre de la Culture).

A quelques mois du 150ème anniversaire de la Commune, cette décision apparaît comme une véritable provocation.

Le Pain de Sucre de la Butte, c'est tout à la fois le signe tangible de « l'ordre moral » voulu par l'Assemblée monarchiste élue en février 1871 et le symbole par excellence de « l'Anti-Commune ».

C'est cet objet que l'équipe au pouvoir décide de valoriser volontairement.

La République, déjà bien atteinte, n'avait pas besoin d'une telle forfaiture que tous les héritiers et partisans de la Commune devraient dénoncer avec la plus grande vigueur.

Noir C Noir

Source : Amies et Amis de la Commune de Paris.



## Aujourd'hui encore : ils sont « La lie de la Terre » !

Il y a quelques mois que la planète entière fait face à la crise de la COVID-19, mais comment les périodes de confinement sont-elles vécues du point de vue des réfugiés et migrants ? Certes, il s'agit d'une crise sanitaire, mais également d'une crise économique qui touche toutes les catégories de la population... mais son impact est encore plus important pour les plus précaires et les réfugiés.

Les réfugiés ont vécu difficilement la première période du confinement vu que la plupart n'avaient comme seul domicile la rue où règne promiscuité, difficulté d'accès à l'eau, à la nourriture et aux soins. A cela, s'ajoutait la fermeture des frontières, des administrations et même de certaines associations. A Paris, à cette période, des migrants continuaient de vivre à la rue, notamment dans le nord-est de la capitale et en périphérie comme dans les villes d'Aubervilliers et de Saint-Denis. Parallèlement, trois opérations de démantèlement de leurs campements ont eu lieu le 7 avril, 15 avril et 8 mai. De plus plusieurs centaines de migrants vivant dans des tentes à Aubervilliers ont été sommés de quitter les lieux le 24 mars. De nombreux services administratifs étaient à l'arrêt ou leur fonctionnement fortement ralenti. Ceci a impacté la situation des migrants fraîchement arrivés ou ceux dans l'attente de l'étude de leur dossier. La lenteur du traitement des dossiers induite par le confinement et la pandémie risquait de mettre ces personnes dans une situation irrégulière : détention administrative ou expulsion, mais également privation de leurs droits sociaux.

Ce second confinement, bien que à priori plus light (étant donné que associations et administrations devraient pouvoir rester partiellement ouvertes... au moins au moment de l'écriture de l'article), va-t-il pour autant être plus « vivable » pour les réfugiés ? A n'en pas douter : NON ! Nous parlions le mois dernier dans La Révolte de la situation à Calais, nous vous avons relaté à maintes fois la situation de familles à la rue à Pau<sup>1</sup> (et cela n'a pas vraiment changé à l'heure à laquelle j'écris ce texte), la destruction de campements au niveau national s'est - si ce n'est amplifiée- du moins continuée durant l'été... des lieux pouvant servir de point d'accueil pour les personnes précarisées (même si ce n'est pas leur but premier), se sont vus également frappés d'expulsions ou de destruction<sup>2</sup>...

A ceci viennent s'ajouter les tragiques attentats de la fin du mois dernier et la confusion sciemment entretenue par certain-es entre réfugiés- musulmans- islamistes. Cette idée est notamment martelée par les chaînes info notamment qui balancent en boucle les propos de Ciotti réclamant « un Guantanamo à la française », d'autres reprenant le leitmotiv de Dupont- Aignan de 2014 en demandant de « rouvrir le bagne de Cayenne » ... pis Péresse qui fait du Péresse (j'exagère à peine) en mélangeant français issus de l'immigration (même depuis X temps), demandeurs d'asile, sans-papiers, fichiers S, Musulmans et Djihadistes !

Donc OUI, ce second « confinement » va être encore plus difficile à vivre pour les réfugiés, ne serait-ce que rapport au dernier point cité. Les fachos sont décomplexés depuis quelques temps, et ce entre-autre dans tous les pays d'Europe (il n'y a qu'à les voir parader dans les rues en Italie ou en Espagne) ; en France, les ratonnades et autres descentes sur les lesbiennes, gays, bissexuels, transgenres... sont redevenues monnaie courante<sup>3</sup>, et ce même à Pau. Alors, imaginez en ce moment ! Deux heures après l'attentat de Nice, on voyait sur certaines chaînes un « porte-parole » du groupe Génération Identitaire, commenter les événements entant que... « voisin ? ». Le soir même, l'organisation d'extrême-droite manifestait dans cette ville en scandant « On est chez-nous ! », au même moment, devant la cathédrale des Gaules, leurs homologues lyonnais se regroupaient au cri sans équivoque de « Islam hors d'Europe ! », tout en arborant une banderole où était inscrit « Emignons-les » accompagné de 2 avions.

Nous vivons une période difficile certes, mais propice à nos ennemis si nous ne nous serrons pas les coudes et oublions la base : la solidarité ! Ne nous leurrons pas, le système capitaliste engrange pendant cette crise (CF. les derniers chiffres des bourses après le premier confinement), les politiques de tout bord ont trouvé un moyen de se refaire des voix... [je vous laisse l'opportunité de compléter les pointillés].


Patou

<sup>1</sup> <http://chnq.it/yfgjQLqWDZ>

<sup>2</sup> Certains de ses lieux étaient notamment situés dans des squats ou sur des ZAD's

<sup>3</sup> <https://www.stophomophobie.com/le-gud-appelle-a-des-ratonnades-dhomosexuels-pendant-les-gay-prides/>

**Vous pouvez doré et déjà commander le calendrier 2021 de la CNT-AIT de Pau qui est en cours de confection!**



**adressez-vous au syndicat: [cnt64yahoo.fr](mailto:cnt64yahoo.fr)**

**Ta révolte sur notre blog:**  
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>